ASSEMBLÉE NATIONALE

24 janvier 2025

RENFORCER L'ARSENAL LÉGISLATIF FACE À LA MULTIPLICATION D'ACTIONS D'ENTRAVE À DES ACTIVITÉS AGRICOLES, CYNÉGÉTIQUES, D'ABATTAGE OU DE COMMERCE DE PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE - (N° 579)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CL30

présenté par
M. Breton, rapporteur

ARTICLE 5

Substituer à l'alinéa 3 les deux alinéas suivants :

« II. – Après le huitième alinéa de l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ceux qui, par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la présente loi, auront provoqué à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur activité professionnelle ou de leurs loisirs, seront punis de 15 000 euros d'amende. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement supprime la peine d'emprisonnement prévue par la proposition de loi initiale en cas de provocation à la discrimination sur le fondement de l'activité professionnelle et des loisirs et réduit le montant de l'amende encourue à 15 000 euros, au lieu de 45 000 euros. Cela permettra de sanctionner de façon plus légère la provocation à la discrimination lorsqu'elle est commise en raison de l'activité professionnelle ou des loisirs, que lorsqu'elle est commise en raison de l'origine, de l'appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion.